

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2890

[C — 2003/27649]

**3 JUILLET 2003. — Décret créant le Centre wallon de Recherches agronomiques
et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « recherches agronomiques » : ensemble des activités liées à la recherche agricole de base et à la recherche appliquée à finalité agricole;

2° « recherche appliquée » : activité consistant en des travaux d'investigation ou d'expérimentation qui ont pour objectif l'approfondissement des connaissances destinées à faciliter la mise au point de méthodes ou produits nouveaux;

3° « recherche agricole de base » : activité de recherche fondamentale ou expérimentale originale dont l'objectif est l'acquisition de nouvelles connaissances ou la meilleure compréhension des lois de la science et de la technologie dans leurs applications éventuelles au secteur agricole;

4° « activité de service » : activité différente de l'activité de recherche qui peut être associée à l'expertise et à l'appareillage disponibles du fait des activités de recherche agricole de base ou de recherche appliquée.

TITRE II. — Le Centre

CHAPITRE I^{er}. — Création et missions

Art. 2. Il est créé sous la dénomination « Centre wallon de Recherches agronomiques », en abrégé : « CRA-W », ci-après dénommé « le Centre », un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

Le Centre est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Les dispositions de cette loi sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret.

Le siège du Centre est établi à Gembloux.

Art. 3. Le Centre a pour mission d'assister le Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre d'une politique intégrée et concertée de recherches agronomiques.

A cette fin, le Centre est chargé de :

1° mener, seul ou en collaboration avec d'autres institutions, les recherches appliquées de haut niveau dans le domaine agricole;

2° mener, seul ou en collaboration avec d'autres institutions, les recherches de base dans les matières ayant un intérêt par rapport aux compétences attribuées à la Région wallonne dans le domaine agricole;

3° mener les activités de service liées à ces recherches au bénéfice de la Région wallonne ou au bénéfice de tiers;

4° mener, seul ou en collaboration, toute autre activité de recherche dans le domaine agricole.

Art. 4. Le Centre développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec ses missions.

CHAPITRE II. — *Gestion journalière*

Art. 5. Le Centre est dirigé par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées au directeur général et au directeur général adjoint.

CHAPITRE III. — *Gestion financière*

Art. 6. Les ressources du Centre sont :

- 1° les recettes provenant de ses activités de service;
- 2° les subventions à charge du budget de la Région wallonne, selon les modalités fixées par le Gouvernement;
- 3° les recettes provenant de son patrimoine;
- 4° les dons et legs autorisés par le Gouvernement;
- 5° la participation financière de partenaires privés ou publics pour la mise en œuvre de projets de recherches agronomiques qui s'inscrivent dans le cadre des priorités définies par le Gouvernement.

Art. 7. Le Gouvernement établit le projet de budget annuel du Centre.

Il est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Conseil régional. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent le Centre dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe la date pour laquelle le projet de budget doit être établi.

Art. 8. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget du Centre, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 9. Les transferts et dépassements de crédits inscrits portés au budget du Centre doivent être autorisés par le Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle prévue initialement dans le budget de la Région, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 10. § 1^{er}. Le Centre présente au Gouvernement des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le rapport annuel est transmis par le Gouvernement au Conseil régional pour le 30 avril de chaque année.

§ 2. Il dresse le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'un bilan accompagné d'un compte de résultats au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année considérée.

§ 3. Le Gouvernement organise la tenue d'une comptabilité du Centre. Il peut également rendre applicables à celui-ci les règles régissant le contrôle de l'engagement des dépenses au sein du Ministère de la Région wallonne.

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les règles complémentaires relatives :

- 1° à la présentation des budgets;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

§ 2. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° à la détermination des recettes et à leur affectation;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximal :
 - a) des amortissements;
 - b) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités du Centre.

TITRE III. — *Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques*

Art. 12. § 1^{er}. Il est institué au siège de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne un Comité d'orientation et d'évaluation qui a pour missions générales de :

- 1° remettre au Gouvernement un ensemble de priorités motivées dans le cadre d'une politique intégrée et concertée de recherches agronomiques;
- 2° remettre un avis quant aux méthodes de cotation, de pondération et de classement des projets instruits par l'administration dans le cadre des procédures d'octroi de subsides liés aux projets de recherches agronomiques;
- 3° faire d'initiative toute recommandation ou proposition au Gouvernement en matière de recherches agronomiques.

§ 2. En matière de recherche subventionnée, il a pour missions de :

1° remettre à la Direction générale de l'Agriculture un avis sur ses propositions de classement des projets dans le cadre des procédures d'octroi de subsides aux projets de recherches agronomiques;

2° remettre à la Direction générale de l'Agriculture un avis sur son évaluation des projets de recherches menés dans le cadre des procédures de reconduction des subsides aux projets de recherches agronomiques.

§ 3. Pour les activités spécifiques au Centre, il a pour missions :

1° d'établir une proposition de programme de recherches spécifiques au Centre en fonction de la subvention à charge du budget de la Région wallonne tel que visé à l'article 6, 2°;

2° d'évaluer la réalisation des programmes de recherches spécifiques au Centre en fonction de la subvention à charge du budget de la Région wallonne tel que visé à l'article 6, 2°.

§ 4. Le Comité d'orientation et d'évaluation est composé de quinze membres, nommés par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine et répartis comme suit :

1° un président;

2° un vice-président;

3° un représentant de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux;

4° un représentant de la Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale de l'Université Catholique de Louvain;

5° un représentant de la Faculté des Sciences agronomiques de l'Université libre de Bruxelles;

6° un représentant de la Faculté des Sciences vétérinaires de l'Université de Liège;

7° le directeur général et le directeur général adjoint du Centre;

8° deux représentants de la Direction générale de l'Agriculture autres que la Direction de la recherche;

9° deux représentants des organisations professionnelles agricoles;

10° un représentant des associations représentatives des consommateurs;

11° deux représentants du secteur de la transformation.

§ 5. Le Comité d'orientation et d'évaluation établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

TITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 13. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit :

« 16° Centre wallon de Recherches agronomiques. »

Art. 14. L'article 103, alinéa 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général de la Région wallonne est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le patrimoine constitué des biens, droits et obligations transférés à la Région wallonne par l'arrêté royal du 18 février 2003, ainsi que des biens, droits et obligations visés par l'article 5 du même arrêté, est doté de la personnalité juridique. »

Art. 15. En cas de dissolution du Centre, l'actif net existant à la liquidation est versé au budget des recettes de la Région wallonne.

Art. 16. Les membres du personnel de la cellule provisoire d'accueil des membres du personnel issus du Centre de Recherches agronomiques de Gembloux créée par l'arrêté du Gouvernement du 27 mars 2003, en service à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont transférés d'office au Centre.

Ils conservent la qualité, le grade et la rémunération dont ils bénéficiaient avant leur transfert au Centre.

Art. 17. Les biens, droits et obligations du Centre de Recherches agronomiques de Gembloux transférés ou à transférer à la Région sont cédés au Centre à la date de leur transfert à la Région.

Art. 18. Le patrimoine constitué en personnalité juridique par l'article 103 du décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne est supprimé.

Art. 19. Les membres du personnel de la personnalité juridique constituée auprès du Centre de Recherches agronomiques de Gembloux sont transférés d'office au Centre.

Ils conservent la qualité, le grade et la rémunération dont ils bénéficiaient avant leur transfert au Centre.

Art. 20. Les biens, droits et obligations de la personnalité juridique créée par l'article 103 du décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne sont transférés au Centre.

Art. 21. Le Centre est soumis aux dispositions du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

Art. 22. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 509 (2002-2003) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 25 juin 2003.

Discussion. — Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2890

[C — 2003/27649]

3. JULI 2003 — Dekret zur Schaffung des «Centre wallon de Recherches agronomiques» (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «agronomische Forschungen»: alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit der landwirtschaftlichen Grundforschung und der angewandten Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung;

2° «angewandte Forschung»: Tätigkeit, bestehend aus Untersuchungs- oder Experimentierarbeiten, deren Ziel darin besteht, die Kenntnisse zur Erleichterung der Entwicklung neuer Methoden oder Erzeugnisse zu vertiefen;

3° «landwirtschaftliche Grundforschung»: Tätigkeit auf dem Gebiet der Grundlagenforschung oder -experimentierung, mit dem Ziel, neue Erkenntnisse oder ein besseres Verständnis der Gesetze der Wissenschaft und der Technologie in ihren möglichen Anwendungen auf der Ebene des Agrarsektors zu erlangen;

4° «Diensttätigkeit»: andere Tätigkeit als die Forschungstätigkeit, die in Verbindung mit den verfügbaren Fachkenntnissen und Gerätschaften im Rahmen der landwirtschaftliche Grundforschung oder der angewandten Forschung in Verbindung gebracht werden kann.

TITEL II — Das Zentrum**KAPITEL I — Gründung und Aufgaben**

Art. 2 - Unter der Bezeichnung «Centre wallon de Recherches agronomiques» (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung), abgekürzt «CRA-W», nachstehend «das Zentrum» genannt, wird eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung öffentlichen Interesses gegründet.

Das Zentrum fällt unter die Kategorie A der im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses aufgeführten Einrichtungen. Die Bestimmungen dieses Gesetzes sind anwendbar, insofern das vorliegende Dekret nicht davon abweicht.

Der Sitz des Zentrums befindet sich in Gembloux.

Art. 3 - Die Aufgabe des Zentrums besteht darin, die Regierung bei der Festlegung und Durchführung einer integrierten und konzertierten Politik auf dem Gebiet der agronomischen Forschung zu unterstützen.

Zu diesem Zweck wird es mit Folgendem beauftragt:

1° allein oder in Zusammenarbeit mit anderen Einrichtungen hochrangige angewandte Forschung im Bereich der Landwirtschaft betreiben;

2° allein oder in Zusammenarbeit mit anderen Einrichtungen Grundforschung in jenen Bereichen betreiben, die im Verhältnis zu den Zuständigkeiten, die der Wallonischen Region im Bereich der Landwirtschaft übertragen worden sind, von Bedeutung sind;

3° Zugunsten der Wallonischen Region oder zugunsten von Drittpersonen Diensttätigkeiten im Zusammenhang mit dieser Forschung ausführen;

4° allein oder in Zusammenarbeit jegliche sonstige Forschung im Bereich der Landwirtschaft betreiben.

Art. 4 - Das Zentrum fördert jede Form der Zusammenarbeit mit öffentlichen oder privaten Partnern in Zusammenhang mit ihren Aufgaben.

KAPITEL II — Tägliche Geschäftsführung

Art. 5 - Das Zentrum wird von einem Generaldirektor geleitet, mit der Unterstützung eines beigeordneten Generaldirektors.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor übertragen werden.

KAPITEL III — Finanzverwaltung

Art. 6 - Die Einnahmen des Zentrums sind:

1° die Einkünfte, die aus deren Aktivitäten herrühren;

2° die Zuschüsse zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region nach von der Regierung bestimmten Modalitäten;

3° die Einkünfte, die aus dem Vermögen des Zentrums herrühren;

4° die von der Regierung genehmigten Schenkungen und Legate;

5° die finanzielle Beteiligung von privaten oder öffentlichen Partnern im Hinblick auf die Durchführung von Projekten im Bereich der landwirtschaftlichen Forschung, die sich in die von der Regierung festgelegten Prioritäten einfügen.

Art. 7 - Die Regierung stellt den Entwurf zum Jahreshaushaltsplan des Zentrums auf.

Er wird dem Entwurf zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region beigelegt und der Genehmigung des Wallonischen Regionalrats unterbreitet. Diese Genehmigung liegt vor, wenn die Bestimmungen betreffend das Zentrum im Dekret zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region verabschiedet werden.

Die Regierung bestimmt, für welches Datum der Entwurf zum Haushaltsplan des Zentrums aufgestellt werden muss.

Art. 8 - Die Tatsache, dass der Haushaltsplan des Zentrums am ersten Tag des Haushaltsjahrs nicht genehmigt worden ist, steht der Verwendung der im Entwurf zum Haushaltsplan des Zentrums eingetragenen Mittel nicht im Wege, außer wenn es sich um grundsätzlich neuartige Ausgaben handelt, für die im Haushaltsplan des vorigen Jahres keine Genehmigung vorliegt.

Art. 9 - Die Übertragungen und Überschreitungen von Mitteln, die im Haushaltsplan des Zentrums eingetragen sind, müssen von der Regierung genehmigt werden.

Falls die geplanten Mittelüberschreitungen eine Beteiligung zur Folge haben könnten, die diejenige überschreitet, die ursprünglich im Haushaltsplan der Region vorgesehen war, so müssen sie zuvor durch die Verabschiedung entsprechender Mittel im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

Art. 10 - § 1. Das Zentrum legt der Regierung Periodenrechnungen und einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten vor, unter Einhaltung der vor der Regierung festgelegten Modalitäten.

Die Regierung übermittelt den Jahresbericht dem Regionalrat spätestens am 30. April des Jahres, das auf das betreffende Jahr folgt.

§ 2. Spätestens am 30. April des Jahres, das auf das betreffende Jahr folgt, fertigt es die jährliche Rechnungsaufstellung über die Durchführung ihres Haushalts aus, sowie eine Bilanz, der eine Erfolgsrechnung beigefügt wird.

§ 3. Die Regierung regelt die Buchführung des Zentrums. Sie kann ebenfalls verlangen, dass die Regeln bezüglich der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region auf das Zentrum anwendbar gemacht werden.

Art. 11 - § 1. Die Regierung setzt die zusätzlichen Regeln fest in Bezug auf:

- 1° die Vorlegung der Haushaltspläne;
- 2° die Buchführung;
- 3° die Rechnungslegung;
- 4° die periodischen Abrechnungen und Berichte.

§ 2. Die Regierung legt die Regeln fest in Bezug auf:

- 1° die Festlegung der Einnahmen und ihrer Verwendung;
- 2° das Verfahren zur Bewertung der Bestandteile des Vermögens;
- 3° das Verfahren zur Berechnung und Festlegung des Höchstbetrags:
 - a) der Abschreibungen;
 - b) der Sonderrücklagen und sonstigen Rückstellungen, die im Hinblick auf die Eigenart der Tätigkeiten des Zentrums erforderlich sind.

TITEL III — Der Orientierungs- und Bewertungsausschuss für agronomischen Forschung

Art. 12 - § 1. Am Sitz der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region wird ein Orientierungs- und Bewertungsausschuss eingesetzt, der allgemein folgende Aufgaben wahrnimmt:

- 1° der Regierung im Rahmen einer integrierten und konzertierten Politik im Bereich der agronomischen Forschung eine Reihe begründeter Prioritäten übermitteln;
- 2° ein Gutachten abgeben über die Methoden zur Bewertung, Gewichtung und Einstufung der Projekte, die von der Verwaltung im Rahmen der Verfahren zur Gewährung von Zuschüssen für Projekte im Bereich der agronomischen Forschung untersucht werden;
- 3° Aus eigener Initiative der Regierung im Bereich der agronomischen Forschung Ratschläge erteilen oder Vorschläge unterbreiten.

§ 2. Im Bereich der bezuschussten Forschung nimmt der Ausschuss folgende Aufgaben wahr:

- 1° der Generaldirektion der Landwirtschaft ein Gutachten über ihre Vorschläge zur Einstufung der Projekte im Rahmen der Verfahren zur Gewährung von Zuschüssen für Projekte im Bereich der agronomischen Forschung unterbreiten;
- 2° der Generaldirektion der Landwirtschaft ein Gutachten über ihre Bewertung der Forschungsprojekte im Rahmen der Verfahren zur Erneuerung der Zuschüsse für Projekte im Bereich der agronomischen Forschung unterbreiten.

§ 3. Was die spezifischen Tätigkeiten des Zentrums betrifft, nimmt der Ausschuss folgende Aufgaben wahr:

- 1° einen Vorschlag eines spezifischen Forschungsprogramms des Zentrums unter Berücksichtigung des Zuschusses zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region gemäß Artikel 6, 2° ausarbeiten;
- 2° die Realisierung der spezifischen Forschungsprogramms des Zentrums unter Berücksichtigung des Zuschusses zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region gemäß Artikel 6, 2° bewerten.

§ 4. Der Orientierungsausschuss besteht aus fünfzehn Mitgliedern, die von der Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten ernannt werden, und sich wie folgt verteilen:

- 1° ein Vorsitzender;
- 2° ein stellvertretender Vorsitzender;
- 3° ein Vertreter der Universitätsfakultät der Agrarwissenschaften in Gembloux;
- 4° ein Vertreter der Fakultät der Biotechnologie, der Agrar- und Umweltwissenschaften der Katholischen Universität von Louvain;
- 5° ein Vertreter der Fakultät der Agrarwissenschaften der Freien Universität Brüssel;
- 6° ein Vertreter der Fakultät der Veterinärwissenschaften der Universität Lüttich;
- 7° der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor des Zentrums;
- 8° zwei Vertreter der Generaldirektion der Landwirtschaft, die nicht der Direktion der Forschung angehören;
- 9° zwei Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;
- 10° ein Vertreter der Verbrauchervereinigungen;
- 11° zwei Vertreter des Verarbeitungssektors;

§ 5. Der Orientierungsausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung, die er der Zustimmung der Regierung unterbreitet.

TITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 13 - Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird wie folgt ergänzt:

«16° "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung)».

Art. 14 - Artikel 103, Absatz 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Dem Vermögen, d.h. die Güter, Rechte und Pflichten, die durch den Königlichen Erlass vom 18. Februar 2003 der Wallonische Region übertragen worden sind, sowie die in Artikel 5 des genannten Erlasses angeführten Güter, Rechte und Pflichten, wird die Rechtspersönlichkeit verliehen».

Art. 15 - Im Falle einer Auflösung des Zentrums wird das Reinvermögen, das bei der Auflösung besteht, dem Einnahmenhaushalt der Wallonischen Region übertragen.

Art. 16 - Die Personalmitglieder der provisorischen Zelle für den Empfang der Personalmitglieder aus dem «Centre de Recherche agronomique» (Zentrum für agronomische Forschung) von Gembloux, die durch den Erlass der Regierung vom 27. März 2003 errichtet worden ist, die zum Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt sind, werden von Rechts wegen dem Zentrum übertragen.

Sie behalten die Eigenschaft, den Dienstgrad und das Gehalt, die sie vor ihrer Übertragung hatten.

Art. 17 - Die Güter, Rechte und Verpflichtungen des Zentrums für agronomische Forschung von Gembloux, die der Region übertragen wurden oder ihr zu übertragen sind, werden am dem Datum, an dem sie der Region übertragen werden, an das Zentrum abgetreten.

Art. 18 - Das Vermögen, das gemäß Artikel 103 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region Rechtspersönlichkeit erlangt hat, wird gestrichen.

Art. 19 - Die Personalmitglieder der bei dem Zentrum für agronomische Forschung von Gembloux geschaffenen Rechtspersönlichkeit werden von Rechts wegen dem Zentrum übertragen.

Sie behalten die Eigenschaft, den Dienstgrad und das Gehalt, die sie vor ihrer Übertragung hatten.

Art. 20 - Die Güter, Rechte und Verpflichtungen der gemäß Artikel 103 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region geschaffenen Rechtspersönlichkeit werden dem Zentrum übertragen.

Art. 21 - Das Zentrum unterliegt den Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 22 - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) *Sitzung 2002-2003*

Dokumente des Rats 509 (2002-2003) Nrn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 2003.

Diskussion. — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2890

[C — 2003/27649]

3 JULI 2003. — Decreet tot oprichting van het « Centre wallon de Recherches agronomiques » (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « landbouwkundig onderzoek » : het geheel van de activiteiten verbonden met het landbouwkundige basisonderzoek en met het toegepaste onderzoek met landbouwkundige doelgerichtheid;

2° « toegepast onderzoek » : activiteit die bestaat uit onderzoeken of proeven verbonden met de uitbreiding van de kennis noodzakelijk om nieuwe methoden of producten gemakkelijker te ontwerpen;

3° « landbouwkundig basisonderzoek » : zuiver wetenschappelijk of proefonderzoek met als doel nieuwe kennis op te doen of een beter begrip te krijgen van de wetenschappelijke en technologische wetten in hun eventuele toepassing op de landbouwsector;

4° « dienstactiviteit » : andere activiteit dan onderzoek die kan verbonden zijn met de beschikbare expertise en apparatuur in het kader van landbouwkundig basisonderzoek of toegepast onderzoek.

TITEL II. — Het Centrum**HOOFDSTUK I. — Oprichting en opdrachten**

Art. 2. Oppericht wordt een instelling van openbaar nut met de rechtspersoonlijkheid onder de benaming « Centre wallon de Recherches agronomiques », afgekort : « CRA-W », hierna « het Centrum » genoemd.

Het Centrum wordt ingedeeld onder de instellingen van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De bepalingen van die wet zijn van toepassing voor zover dit decreet er niet van afwijkt.

De zetel van het Centrum wordt gevestigd in Gembloux.

Art. 3. Het Centrum heeft als opdracht de Regering bij te staan voor het uitstippelen en de uitvoering van een geïntegreerd en overlegd beleid inzake landbouwkundig onderzoek.

Tot dat einde is het Centrum ermee belast :

1° alleen of in samenwerking met andere instellingen, toegepast landbouwkundig onderzoek op hoog niveau uit te voeren;

2° alleen of in samenwerking met andere instellingen, basisonderzoek uit te voeren op de gebieden verbonden met de aan het Waalse Gewest toevertrouwde bevoegdheden inzake landbouw;

3° de met dat onderzoek verbonden dienstactiviteiten uit te oefenen ten bate van het Waalse Gewest of van derden;

4° alleen of in samenwerking, elk ander landbouwkundig onderzoek uit te voeren.

Art. 4. Elke vorm van samenwerking wordt uitgebouwd met openbare of privé-partners in verband met de opdrachten van het Centrum.

HOOFDSTUK II. — Dagelijks beheer

Art. 5. Het Centrum wordt bestuurd door een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.

De Regering bepaalt de aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal toevertrouwde bevoegdheidsoverdrachten.

HOOFDSTUK III. — Financieel beheer

Art. 6. De inkomsten van het Centrum bestaan uit :

1° de ontvangsten die voortkomen uit zijn dienstactiviteiten;

2° de toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

3° de ontvangsten die voortkomen uit zijn vermogen;

4° de door de Regering toegestane giften en legaten;

5° de financiële bijdrage van privé of openbare partners voor de uitvoering van landbouwkundige onderzoeksprojecten die in de lijn liggen van de door de Regering vastgestelde prioriteiten.

Art. 7. De Regering maakt het jaarlijkse begrotingsontwerp van het Centrum op.

Het wordt gevoegd bij het ontwerp van de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Raad. De goedkeuring wordt verkregen via de stemming van de bepalingen die het Centrum betreffen in het decreet houdende de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

De Regering bepaalt de datum waarop het begrotingsontwerp moet vastliggen.

Art. 8. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar staat het gebruik van de in het begrotingsontwerp uitgetrokken kredieten niet in de weg, behalve als het gaat om uitgaven van een nieuw principe die de begroting van het voorafgaande jaar niet toelaat.

Art. 9. Overdrachten en overschrijdingen van kredieten die op de begroting van het Centrum uitgetrokken zijn, worden door de Regering toegelaten.

De overwogen kredietoverschrijdingen die een hogere financiële tegemoetkoming tot gevolg hebben dan die waarin de begroting van het Gewest aanvankelijk voorzag, worden eerst goedgekeurd via de stemming van een overeenstemmend krediet op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 10. § 1. Het Centrum bezorgt de Regering periodieke standen en een jaarverslag over zijn activiteiten, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Het jaarverslag wordt door de Regering aan de Gewestraad overgemaakt uiterlijk 30 april van elk jaar.

§ 2. Het maakt de jaarrekening van de uitvoering van zijn begroting op, alsook een balans, vergezeld van een resultatenrekening, uiterlijk 30 april van het betrokken jaar.

§ 3. De Regering organiseert een boekhouding van het Centrum. Ze kan het Centrum ook onderwerpen aan de regels voor de controle van de vastlegging van de uitgaven binnen het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 11. § 1. De Regering bepaalt de bijkomende regels i.v.m. :

1° de overlegging van de begrotingen;

2° de boekhouding;

3° de aflegging van rekeningen;

4° de periodieke standen en verslagen.

§ 2. De Regering bepaalt de regels i.v.m. :

1° de vastlegging van de ontvangsten en de bestemming ervan;

2° de wijze waarop de bestanddelen van het vermogen geschat worden;

3° de wijze van berekening en bepaling van het maximumbedrag van :

a) de afschrijvingen;

b) de speciale reserves en provisies vereist wegens het soort activiteiten van het Centrum.

TITEL III. — Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek

Art. 12. § 1. In de zetel van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek ingesteld. Zijn opdrachten bestaan erin :

1° de Regering een pakket gemotiveerde prioriteiten voor te stellen in het kader van een geïntegreerd en overlegd beleid inzake landbouwkundig onderzoek;

2° advies uit te brengen over de methoden voor de coting, weging en indeling van de projecten die door het bestuur behandeld worden in het kader van de procedures voor de toekenning van subsidies aan landbouwkundige onderzoeksprojecten;

3° op eigen initiatief de Regering elke aanbeveling of voorstel te geven inzake landbouwkundig onderzoek.

§ 2. Wat betreft het gesubsidieerde onderzoek, bestaan zijn opdrachten erin :

1° het Directoraat-generaal Landbouw een advies te geven over zijn voorstellen tot indeling van de projecten in het kader van de procedures voor de toekenning van subsidies aan landbouwkundige onderzoeksprojecten;

2° het Directoraat-generaal Landbouw een advies te geven over zijn evaluatie van de onderzoeksprojecten uitgevoerd in het kader van de procedures voor de voortzetting van subsidies aan landbouwkundige onderzoeksprojecten.

§ 3. Wat betreft de activiteiten eigen aan het Centrum, bestaan zijn opdrachten erin :

1° een voorstel van onderzoeksproject eigen aan het Centrum uit te werken volgens de toelage ten laste van de begroting van het Waalse Gewest zoals bedoeld in artikel 6, 2°;

2° de uitvoering van de onderzoeksprogramma's eigen aan het Centrum te evalueren volgens de toelage ten laste van de begroting van het Waalse Gewest zoals bedoeld in artikel 6, 2°;

§ 4. Het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek bestaat uit vijftien leden, benoemd door de Regering volgens de modaliteiten die ze vaststelt en verdeeld als volgt :

1° één voorzitter;

2° één ondervoorzitter;

3° één vertegenwoordiger van de « Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux »;

4° één vertegenwoordiger van de « Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale de l'Université Catholique de Louvain »;

5° één vertegenwoordiger van de « Faculté des Sciences agronomiques de l'Université libre de Bruxelles »;

6° één vertegenwoordiger van de « Faculté des Sciences vétérinaires de l'Université de Liège »;

7° de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van het Centrum;

8° twee vertegenwoordigers van het Directoraat-Generaal Landbouw die niet behoren tot de Directie Onderzoek;

9° twee vertegenwoordigers van de professionele landbouworganisaties;

10° één vertegenwoordiger van de representatieve consumentenverenigingen;

11° twee vertegenwoordigers van de transformatiesector.

§ 5. Het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

TITEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 13. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt aangevuld als volgt :

« 16° Centre wallon de Recherches agronomiques (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek). »

Art. 14. Artikel 103, eerste lid, van het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest wordt gewijzigd als volgt :

« Het vermogen, dat bestaat uit de goederen, rechten en verplichtingen die aan het Waalse Gewest overgedragen zijn krachtens het koninklijk besluit van 18 februari 2003, alsook uit de goederen, rechten en verplichtingen bedoeld in artikel 5 van hetzelfde besluit, heeft de rechtspersoonlijkheid. »

Art. 15. In geval van ontbinding van het Centrum, worden de nettoactiva die bij de ontbinding bestaan, op de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest gestort.

Art. 16. De personeelsleden van de voorlopige onthaalcel voor de personeelsleden afkomstig van het « Centre de Recherches agronomiques de Gembloux », opgericht bij het besluit van de Regering van 27 maart 2003, in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden van ambtswege naar het Centrum overgeplaatst.

Ze behouden de hoedanigheid, graad en bezoldiging die ze hadden vóór hun overplaatsing naar het Centrum.

Art. 17. De aan het Gewest overgedragen of over te dragen goederen, rechten en verplichtingen van het « Centre de Recherches agronomiques de Gembloux » worden aan het Centrum afgestaan vóór de datum van hun overdracht aan het Gewest.

Art. 18. Het vermogen met rechtspersoonlijkheid opgericht bij artikel 103 van het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 19. De personeelsleden van de rechtspersoonlijkheid opgericht bij het « Centre de Recherches agronomiques de Gembloux » worden van rechtswege overgeplaatst naar het Centrum.

Ze behouden de hoedanigheid, graad en bezoldiging die ze hadden vóór hun overplaatsing naar het Centrum.

Art. 20. De goederen, rechten en verplichtingen van de rechtspersoonlijkheid opgericht bij artikel 103 van het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, worden overgedragen aan het Centrum.

Art. 21. Het Centrum is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut.

Art. 22. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad, 509 (2002-2003) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 juni 2003.

Bespreking. — Stemming.